



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-104 - Séance du 11 décembre 2018

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	22	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 11 décembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 05 décembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 05 décembre 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, VIDAL Stéphane, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc.

Absents : PERRIER Thierry, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-104 – FINANCES : AUTORISATION DE MANDATER ET LIQUIDER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET 2018

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller Municipal délégué au budget explique que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

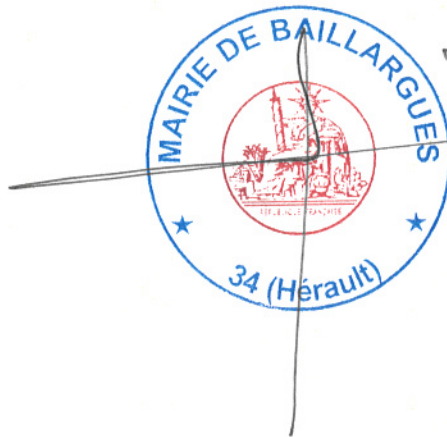
Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2018, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2019 selon la répartition présentée ci-dessous :

Chapitres	Budget 2018	¼ crédits ouverts BP 2019	Répartition par article	
20 - Immobilisation incorporelles	601 570,00 €	150 392,50 €	article 2031	135 735,50 €
			article 2051	14 657,00 €
			Total	150 392,50 €
204 - Subvention d'équipement versées	627 012,00 €	156 753,00 €	article 204123	9 000,00 €
			article 2041512	137 753,00 €
			article 20422	10 000,00 €
			Total	156 753,00 €
21 - Immobilisation corporelles	857 427,00 €	214 356,75 €	article 2135	10 000,00 €
			article 21568	120 000,00 €
			article 2152	20 000,00 €
			article 2161	11 056,75 €
			article 2182	12 300,00 €
			article 2183	20 000,00 €
			article 2184	10 000,00 €
			article 2188	11 000,00 €
			Total	214 356,75 €
23 - Immobilisation en cours	1 227 060,00 €	306 765,00 €	article 2312	10 000,00 €
			article 2313	200 000,00 €
			article 2315	96 765,00 €
			Total	306 765,00 €
275- Dépôts et cautionnements versés	3 500,00 €	875,00 €	article 275	875,00 €

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2019 selon la répartition présentée ci-dessus.

Pour extrait conforme,
Le 12 décembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.